lui déférer, sans subir les charges et conditions imposées par le testateur, ni raisonnable qu'un héritier testamentaire *méprise si injustement la volonté* d'un testateur qui *est une loi* pour ceux qu'il favorise dans ses dispositions.

A l'appui de ces principes, je citerai aussi, Domat, 2^e partie, liv. 3 des Testamens, tit. 1, sect. 5, art. 17, "dans le cas ou *l'héritier institué par un testament serait l'héritier légitime*, si, pour éviter d'acquitter, il prétendait renoncer à la succession et s'en tenir à son droit de succéder *ab intestat*, il ne laisserait pas d'être tenu d'acquitter les legs et les autres charges réglées par le testament. Vide Domat, *ib.* sect. 1, art. 5 et 7, et liv. 1, tit. 3, sect. 1, art. 13."

En un mot c'est une maxime que la disposition de l'homme en autant qu'elle n'est pas contraire à l'esprit de la loi, fait cesser la disposition de la loi même ; d'où il suit que la succession testamentaire est préféré à la succession légitime ; et que lorsque l'héritier légitime a été institué héritier testamentaire, *il ne peut se soustraire* aux conditions et charges de son institution, soit qu'il se porte héritier pur et simple ou héritier testamentaire. Domat *Legum delectus*, liv. 50, tit. 17 de *diversis regulis*, reg. 77, *quandiu potest valere testamentum tandiu legitimus non admittetur* et liv. 29, tit. 2, art. 18, *quandiu potest ex testamento adhiri hæreditas ab intestato non defertur*. Même doctrine dans D'Antoine, Loi 89, et il ajoute pour raison qu'il est bien juste que la disposition du testateur qui naturellement doit avoir la liberté de se choisir un héritier, soit préféré à celle de la loi qui n'est que subsidiaire, *testati causa potior est quam causa in testati*. C'est pourquoi l'on soutient les testamens autant qu'il se peut et (D'Antoine sur la Loi ou règle 12) il y va non seulement de l'intérêt particulier, afin que chacun puisse en mourant se mettre l'esprit en repos. . . Mais encore de l'intérêt public afin que chacun soit persuadé, par l'exemple de l'exactitude avec laquelle il a vu exécuter d'autres testamens, que le sien sera exécuté avec la même fidélité. — *Quoties agitur de interesse publico, assumé debit, quod latius est*. C'est pourquoi lorsqu'il y a du doute sur la validité d'un testament, il faut plutôt pencher à le soutenir qu'à le détruire.

Pour conclure sur cet article, j'observerai d'après les autorités citées supra, que tout héritier soit *ab intestat* ou testamentaire qui accepte une succession est tenu indéfiniment de toutes charges et dettes héréditaires, à moins qu'il n'ait usé des formalités prescrites relativement aux héritiers bénéficiaires, seul cas qui pourrait l'exempter des charges excédant son émolument : que les héritiers de M. Foretier par leur acceptation de sa succession en la seule qualité d'héritiers purs et simples et l'appréhension et disposition qu'ils ont faites, *animo domini*, des biens par lui délaissés, ont contracté un engagement qu'ils ne peuvent plus annéantir et qui